

Bientôt McKinsey à Est Ensemble ?

Comme vous, nous apprenons avec stupeur l'ampleur de la participation de notre employeur à cette mascarade des cabinets de conseil privés sur le territoire d'Est Ensemble.

Dénoncés par les journalistes puis maintenant par une commission de sénateurs, le recours à ces cabinets privés va à l'encontre du sens même du service public, sommes démesurées, opacité de la légitimité démocratique, déni des compétences et des intelligences des agent.es, verbiage calamiteux.

Non content d'avoir dépensé près de 30 000 euros pour le cabinet Cap Nova qui accompagne la « réorganisation de l'administration » avec le projet « *En mode collectif* », notre employeur ne comprend même pas en quoi le recours à ce cabinet est insultant pour nous toutes et tous, agents et serviteurs du service public au plus près de la population.

« **Changer les pratiques pour mieux travailler ensemble** » est le premier slogan de ce projet.

Mais ont-ils seulement cherché à savoir si les agents ne changent pas déjà leurs pratiques, ne cherchent pas déjà à mieux travailler ensemble ? Ce sont des insinuations insultantes pour les agents engagés professionnellement sur le terrain, pour l'attention permanente qu'ils portent au renouvellement de leurs pratiques professionnelles, pour les collectifs de travail déjà opérants sur le terrain dans tous les équipements. C'est insultant pour les plus anciens de nos collègues toutes catégories confondues qui, ayant accumulé un savoir-faire inégalé par ces cabinets privés, pourraient très bien apporter leurs conseils, voire « accompagner » le renouvellement de ces pratiques professionnelles déjà toujours en mouvement.

La présupposition qu'il y a « quelque chose à améliorer » est le fonds de commerce de ces cabinets, se sont-ils jamais penchés sur le travail réel des agents ? Comment des élu.es de gauche peuvent à ce point céder aux sirènes du libéralisme ?

Dernière surprise dans le fil rouge de mars 2022, il est annoncé la première "bulle d'inspiration" prévue dans la démarche « *En mode collectif* » avec la venue à Est Ensemble le 14 avril prochain d'un gourou, ancien co-rapporteur pour l'indice de positivité de la commission Attali et membre de la commission Nouvelle Responsabilité des Entreprises du MEDEF ! Il va venir nous expliquer le bonheur au travail et qu'il faut se « réapproprier la fierté d'être un agent public ».

Mais que nous sommes stupides ! C'est donc ça que l'on voit dans le regard d'un enfant qui apprend à nager dans nos piscines, qui apprend la danse ou un instrument de musique dans nos conservatoires, un usager qui discute du dernier livre de tel auteur dans une bibliothèque, qui vient à un débat de nos cinémas publics.

Comme si le bonheur au travail était lié à chacun et pas aux conditions de travail dont l'employeur est responsable.

C'est tout simplement indigne d'une collectivité de gauche !

Comment comprendre que notre employeur dépense autant d'argent et d'énergie pour un tel projet alors que d'un autre côté il négocie au plus serré les avancements de carrière, il refuse la NBI à des collègues qui y ont pourtant droit, il laisse des services entiers en souffrance par manque de personnel, ce qui entraîne une bien mauvaise image de la collectivité et dessert son attractivité.

La CGT Est Ensemble demande l'arrêt immédiat du recours à des cabinets privés, l'attribution de la NBI à tous les agents en droit de la percevoir, l'avancement de grade à 100% pour tous les promouvables, le recrutement d'agents en nombre suffisant et la titularisation des contractuels.